

## Pétitions

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter à la Chambre des communes du Canada en assemblée réunie, une pétition signée par un certain nombre d'électeurs de la circonscription de Prince-Albert qui demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les hausses de taxes injustes.

[Français]

**M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell):** Monsieur le Président, j'ai un nombre de pétitions que je veux présenter et elles sont signées par un grand nombre de Canadiens, des centaines, qui s'objectent à la décision terrible du gouvernement conservateur de couper l'indexation des allocations familiales.

En particulier, il y a des pétitions venant des électeurs de la circonscription de Drummond, des électeurs de la circonscription de Manicouagan, des électeurs de la circonscription de Renfrew-Nipissing-Pembroke, en Ontario.

J'ai aussi une autre pétition signée des électeurs de la circonscription de Hull-Aylmer, au Québec, qui sont si bien représentés à la Chambre; j'en ai aussi de la circonscription de Shefford, de la circonscription de Trois-Rivières, au Québec.

J'ai également une pétition signée par des électeurs de la circonscription fédérale de Kent, en Ontario, de la circonscription fédérale de Victoria, en Colombie-Britannique, et, finalement, une dernière pétition signée par des électeurs de la circonscription fédérale de Grand Falls-White Bay-Labrador, à Terre-Neuve.

Ces gens-là également, monsieur le Président, veulent faire part de leur grief. Il me fait plaisir de présenter leurs pétitions.

**M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe):** Monsieur le Président, j'ai également l'honneur de présenter à la Chambre un certain nombre de pétitions.

Une première, en provenance de la circonscription de Saint-Hyacinthe-Bagot, au Québec, où encore là des centaines de personnes déplorent avec énormément d'énergie le fait qu'on coupe les allocations familiales. Ils voudraient, évidemment, étant donné les circonstances, recevoir la pleine indexation. C'est également la situation de plusieurs dizaines de commettants de la circonscription de Brome-Missisquoi, de la circonscription de Beauce, au Québec, de la circonscription d'Outremont, encore là au Québec, d'une autre circonscription, celle de Rosemont, au Québec, Saint-Henri-Westmount, au Québec, Saint-Michel-Ahuntsic où encore là des dizaines de personnes déplorent avec énormément d'agression le fait qu'on veuille couper les allocations familiales qui, dans bien des cas, constituent un minimum dont ces familles ont un criant besoin.

Une dernière, monsieur le Président, qui émane cette fois de la circonscription fédérale de Saskatoon-Est et de Saskatoon-Ouest où encore là on voudrait que le gouvernement révisé sa position et accorde la pleine indexation.

● (1510)

[Traduction]

**Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood):** Monsieur le Président, j'ai un grand nombre de pétitions à présenter à la Chambre au nom des électeurs de ma circonscription de Broadview-Greenwood. Ils se plaignent de l'épouvantable fardeau imposé aux Canadiens à faible et à moyen revenu par l'aggravation des mesures de restriction des prestations pour enfants ainsi que les hausses des taxes de vente et d'accise. Ils demandent donc à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles.

J'ai de même un certain nombre de pétitions de Canadiens de l'Ontario, plus précisément de Toronto et de Windsor, qui soulignent que les restrictions des allocations familiales et les augmentations d'impôt sont injustes et insupportables si l'on songe aux largesses du budget qui accorde, par exemple, une exonération d'un demi-million de dollars pour les gains en capitaux, ou si l'on songe au renflouage des banques. Ils prient donc la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les augmentations injustes des taxes.

**M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter les pétitions de plus de 150 personnes résidant dans ma circonscription de Thunder Bay-Nipigon. Plus d'un tiers des signataires sont inscrits à l'Université de Lakehead et sont des étudiants qui s'associent aux protestations contre la décision du gouvernement de désindexer les allocations familiales universelles et de revenir sur d'autres engagements publics en matière de prestations au bénéfice des enfants, et déclarent que c'est une attaque injuste contre les femmes et les familles qui ont des enfants. Ces pétitionnaires savent parfaitement que, même les plus pauvres de notre société, seront encore plus pauvres en 1990, et ils demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales.

[Français]

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou):** Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions concernant la désindexation des allocations familiales, une qui me vient de ma circonscription de Saint-Léonard-Anjou, une autre de la circonscription de Langelier, au Québec, une autre de la circonscription Saint-Hyacinthe-Bagot, au Québec, une autre de la circonscription de Shefford, également au Québec, une autre de la circonscription de Drummond, au Québec, une autre de la circonscription de Richmond-Delta-Sud, de la Colombie-Britannique, une autre de la circonscription de Guelph, en Ontario, une autre de la circonscription de Lac-Saint-Jean, au Québec, et la dernière, de la circonscription de South Shore, en Nouvelle-Écosse.

Toutes ces pétitions, monsieur le Président, demandent humblement à la Chambre que le gouvernement du Canada rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.